

COSTA RICA

Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Amériques

EL SAMALOUTY Esmma
Juin 2021



FICHE PAYS - COSTA RICA

Localisation du camp

ÉTAT DES LIEUX

Analyse des migrations dans l'état hôte
Le rôle politique et législatif de l'État hôte

ÉTUDE DE LA ZONE D'ACCUEIL AU SEIN DE L'ÉTAT

La zone d'Upala

SOURCES ET RÉFÉRENCES

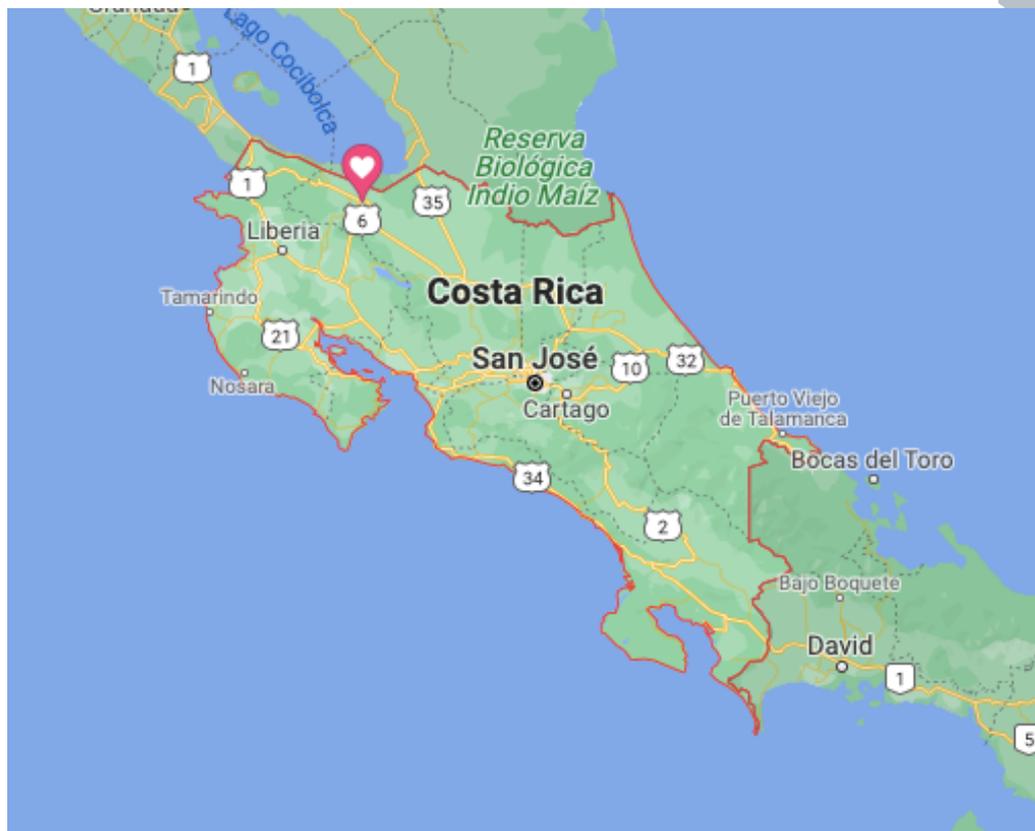
Localisation du pays étudié

COSTA RICA



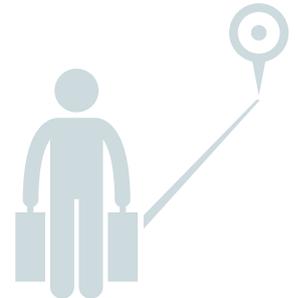
LE COSTA RICA EST UN PAYS
D'AMÉRIQUE CENTRALE :

- 9° 44' 56.101" N 83° 45'
12.341" W



ÉTAT DES LIEUX

ANALYSE DES MIGRATIONS DANS L'ÉTAT HÔTE



Le Costa Rica est considéré comme « la suisse » de l'Amérique Centrale[2]. C'est un pays stable qui n'a pas connu de dictature.

C'est un des pays les plus développés d'Amérique Centrale avec une **économie croissante, un tourisme important et une ouverture sur l'international**[3].

Le niveau de vie et la stabilité du pays font que le Costa Rica est aujourd'hui **un pays d'asile** pour les populations des pays voisins tels que le Venezuela, la Colombie ou encore plus récemment le Nicaragua[4].

En avril 2018 des protestations contre le président du Nicaragua, Daniel Ortega, ont donné lieu à une crise politique importante dans le pays. La répression des opposant-e-s au régime ont conduit des milliers de nicaraguayen-ne-s à quitter le pays. La plupart des réfugié-e-s nicaraguayen-ne-s ont, alors, rejoint le Costa Rica[5].

Le pays est aujourd'hui sur le plan migratoire, **un pays d'origine, de destination et de transit**. La politique migratoire du Costa Rica est marquée par d'anciennes vagues de migration, qui datent du 19e siècle. Avec le développement des plantations de bananes, un certain nombre d'étranger-e-s, qui proviennent du Nicaragua et de la Jamaïque, sont venu-e-s y chercher du travail.

Entre 1984 et 2000 l'immigration au Costa Rica par les pays d'Amérique centrale a fortement augmenté. Les catastrophes naturelles, les conflits civils et les déséquilibres économiques font que beaucoup de personnes se sont installées dans le pays[6].

En revanche, le Costa Rica connaît une forte migration de ses habitant-e-s vers les États Unis qui est un pays de transit pour les migrant-e-s qui tentent d'aller au Panama et en Colombie[7].



INFORMATIONS GÉNÉRALES



San José



51 100 km²



4 947 490 habitants



Majoritairement catholiques

LE RÔLE POLITIQUE ET LÉGISLATIF DE L'ÉTAT HÔTE



Le Costa Rica a adhéré à la Convention de 1951 relative au **statut des réfugié-e-s** et à son protocole en 1978. Le pays a aussi ratifié la Convention de 1954 relative au **statut des apatrides**[8].

Progressivement le cadre juridique et politique sur la protection des réfugié-e-s a été développé notamment avec la **loi de 2010 sur les migrations** qui a modifié le système de détermination du statut de réfugié-e et a consacré explicitement **le principe de non-refoulement**[9].

Le Costa Rica a développé sa politique d'asile avec la création du Conseil national des migrations (CNM) en vertu de la loi sur les migrations de 2010. L'objectif de cette institution est d'inclure les questions relatives aux réfugié-e-s dans la politique publique nationale par le biais de recommandations à l'exécutif.

Le pays mène une politique protectrice des apatrides et des victimes de la traite humaine. Il prévoit l'octroi de visas temporaires aux victimes de la traite humaine et des programmes d'aides financières[10].

Toutefois, le Costa Rica connaît des difficultés dont la principale est les délais trop long de procédure d'examen des demandes d'asile.

En effet, avec la crise politique au Nicaragua et l'augmentation des demandes d'asile, les délais d'examen peuvent aller jusqu'à deux ans.

En attendant, l'accès aux soins des demandeur-euse-s d'asile est limité uniquement aux urgences[11]. Une avancée reste à noter, le Costa Rica a reconnu un nouveau statut de migrant-e pour les réfugié-e-s dont la demande d'asile a été refusée et qui proviennent de Cuba, de Venezuela et du Nicaragua. Pour ces personnes, ce nouveau statut assurera leur résidence au Costa Rica pendant deux ans avec le droit de travailler[12].

Lancement du premier rapport sur les migrations internationales dans les Amériques (en présence de Mario Zamora, Ministre de la Police et la sécurité publique du Costa Rica).

ÉTUDE DE LA ZONE D'ACCUEIL AU SEIN DE L'ÉTAT HÔTE

LA ZONE D'UPALA

• LOCALISATION DE LA ZONE

La zone Upala est **une zone d'immigration et de transit** à la frontière nord entre le Costa Rica et le Nicaragua.



SOURCE : GOOGLE MAPS

• PRÉSENTATION DE LA ZONE

La commune d'Upala accueille de nombreux-ses migrant-e-s transfrontalier-e-s venu-e-s à la recherche d'opportunités **d'emploi**, d'un accès aux **services sociaux** et à de **meilleures conditions de vies**[13]. En 2018, l'Organisation internationale pour les migrations, estime que 17% de la population d'Upala sont des migrant-e-s[14]. Les migrant-e-s sont principalement des travailleur-e-s transfrontalier-e-s mais aussi des femmes et des mineurs non accompagné-e-s[15].

La traversée de la frontière se fait à pied, en voiture ou en bus, mais aussi par voies maritimes et fluviales.

Lorsqu'il s'agit de **voyages illégaux**, ces voyages sont coordonnés par des passeur-euse-s qui soit font la traversée avec les migrant-e-s, soit à distance, les renseignent par téléphone en leur donnant les informations utiles sur les itinéraires à suivre[16].

Avec les restrictions liées à **la pandémie de la COVID 19** la frontière entre le Nicaragua et le Costa Rica a été fermée mais le trafic illégal continue même s'il a beaucoup diminué[17]. La crise politique de 2018 au Nicaragua a conduit beaucoup de nicaraguayen-ne-s à venir demander l'asile au Costa Rica. L'augmentation des demandes d'asile ces dernières années a fait dépasser **la capacité d'accueil et de gestion** de la zone d'Upala[18].

En coordination avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugié-e-s (HCR), les autorités ont décidé de traiter les demandes d'asile directement à la frontière. Depuis le 25 mars 2019, un bureau permanent de l'OCR dans la ville traite des demandes d'asile, ce qui a pu accélérer le traitement des demandes d'asile avec une augmentation du nombre du personnel, des bureaux et équipements de l'unité de réfugié-e-s[19].

• MODE DE GESTION DE LA ZONE



CENTRO DE DERECHOS SOCIALES DE LA PERSONA MIGRANTE

La migration dans la zone d'Upala est gérée par la **fondation Cenderos** (Fundación Centro de Derechos Sociales del Inmigrante) et la municipalité d'Upala[20].

La fondation Cenderos a été créée par des **femmes migrantes nicaraguayennes** en 1999. Elle tend à promouvoir la coopération entre les migrant-e-s nicaraguayen-ne-s et la population locale du Costa Rica dans les prises de décisions concernant les besoins de cette population transfrontalière. L'objectif est de construire un **dialogue participatif, intergénérationnel et interculturel** qui implique l'ensemble des acteurs sociaux de la communauté, dans l'idée de parvenir à **l'autonomisation** de la population migrante[21].

Des programmes sont prévus pour renforcer les capacités institutionnelles de la municipalité et des autres acteur-trice-s locaux-ales pour gérer la **migration transfrontalière**. Des mesures de prévention, assistance et de protection des femmes sont prévues mais aussi pour l'intégration des migrant-e-s dans les plans de développement économique locaux[22].



Parmi les ONG présentes pour renforcer l'accueil des migrant-e-s transfrontalier-e-s, on retrouve Migration for development[25], et l'Organisation Internationale pour les Migrant-e-s (OIM). L'OIM a prévu de créer un centre municipal pour les migrant-e-s à Upala, afin de regrouper des informations sûres et fiables pour aider les migrant-e-s à régulariser leur situation et à connaître leurs droits. Ils pourront être également informé-e-s des possibilités d'éducation et les offres d'emploi pour faciliter leur autonomie et les intégrer à la vie de leur communauté[26].



Un centre d'assistance aux migrant-e-s du Nord (CATEM) a également été créé par le gouvernement du Costa Rica.



Le PANI (Patronato Nacional de la Infancia), une ONG de protection des droits des enfants et adolescents a ouvert un refuge pour les mineur-e-s non accompagné-e-s[23]. Leur travail consiste à procurer une aide alimentaire et un accès aux soins et à l'éducation. Par ailleurs, le PANI cherche à rétablir le contact entre les familles et les mineur-e-s non accompagné-e-s présent-e-s[24].

• PROBLÈMES ET/OU DÉFAILLANCES OBSERVÉES

Les migrant-e-s qui entrent de manière irrégulière à l'aide de passeur-euse-s courent de nombreux risques. Ils peuvent être arrêté-e-s et renvoyé-e-s chez eux-elles où risque d'être persécuté-e-s lorsqu'il s'agit de réfugié-e-s politiques. Mais également, sur le trajet, ils sont exposé-e-s aux **vols, enlèvements** et peuvent être victimes de **la traite des êtres humains**. À la frontière, la nature peut constituer un risque pour les migrant-e-s avec les morsures de serpents et d'insectes et les attaques d'animaux. Avec la Covid-19, ils ne peuvent naturellement pas respecter les gestes barrières et se protéger de la transmission du virus[27].

Par ailleurs, il existe **des réseaux criminels** organisés qui aident les migrant-e-s nicaraguayen-ne-s à rentrer au Costa Rica pour rejoindre les États-Unis. Ils leur font traverser des passages clandestins et certain-e-s peuvent être caché-e-s momentanément des autorités, notamment dans la municipalité d'Upala. Certain-e-s trafiquant-e-s ont noué des alliances avec des membres de l'armée nicaraguayen-ne-s et des policier-e-s costaricain-e-s et leur partagent des informations sur les migrant-e-s nicaraguayen-ne-s qui tentent d'entrer au Costa Rica. Le gouvernement du Costa Rica tente d'arrêter ces trafics illégaux qui continuent malgré les restrictions sanitaires liées à la Covid 19[28]. Après leur arrivée, la principale difficulté rencontrée par les migrant-e-s est l'examen trop long des demandes de régularisation et des demandes d'asile.

Depuis la crise politique au Nicaragua en 2018, il y a eu une forte augmentation des demandes d'asile à laquelle la municipalité était en incapacité de répondre. Il a fallu, après les recommandations du HCR, créer un bureau permanent de traitement des demandes d'asile pour traiter les demandes d'asile directement à la frontière.

De plus, le nombre de personnels a été augmenté et des investissements ont été faits afin d'avoir un équipement plus efficace[29].

Les mesures prises par le gouvernement du Costa Rica pour lutter contre la propagation de la pandémie de la Covid-19 rend les conditions de vie des migrants encore plus difficiles. Selon le HCR, plus des trois quarts des 81 000 réfugié-e-s et demandeur-euse-s d'asile nicaraguayen-ne-s au Costa Rica souffrent de la faim en raison de l'impact économique de la pandémie de la Covid-19[30]. Généralement, les conditions de vie des migrant-e-s sont précaires, certain-e-s vivent dans la rue ou dans des habitations surpeuplées et insalubres[31]. De nombreux-ses nicaraguayen-ne-s se sont retrouvé-e-s sans emploi et sans possibilité de subvenir à leur besoin[32]. Parmi les migrant-e-s arrivé-e-s à Upala, **les femmes et les mineur-e-s non accompagné-e-s** sont les plus fragiles. Ils n'ont pas suffisamment accès aux services sociaux et à la justice. Les femmes sont exposées à la violence liée au genre et la violence sexuelle. De nombreux mineur-e-s travaillent illégalement dans de mauvaises conditions et sont le plus souvent sur exploité-e-s[33].

Les migrant-e-s sont régulièrement victimes de xénophobie avec une montée d'actes racistes et d'intimidation, notamment contre des familles de réfugié-e-s établi-e-s dans la municipalité d'Upala. Aujourd'hui avec les restrictions sanitaires et la fermeture des frontières avec la Covid 19, les migrant-e-s sont considéré-e-s par la population comme un facteur de propagation du virus, ce qui augmente le sentiment de rejet à leur rencontre[34].



La xénophobie persiste à l'encontre des étranger-e-s dans le pays sans qu'il y ait de cadre législatif général de lutte contre la discrimination[35].

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- [1] Domenico Convertini, disponible <https://www.flickr.com/photos/con4tini/27930390986>
- [2] M. GAYRA, « La « Suisse de l'Amérique centrale n'est plus ce qu'elle était » sur rfi.fr,
- [3] Costa Rica, population Data, 16 mars 2020,
- [4] UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), UNHCR Submission on Costa Rica: 33rd UPR Session , May 2019, p.2
- [5] UNHCR, Deux ans de crise politique et sociale au Nicaragua ont forcé plus de 100 000 personnes à fuir en exil,
- [6] MIGRATION FOR DEVELOPMENT, Costa Rica,
- [7] Ibid
- [8] UNHCR, UNHCR Submission on Costa Rica: 33rd UPR Session , May 2019, p.2,
- [9] Ibid
- [10] Ibid p.3
- [11] Ibid, p.4
- [12] Costa Rica creates special asylum category for Venezuelans, Nicaraguans and Cubans, AFP and The Tico Times,
- [13] L.LARISA, «Les efforts de migration inclusive pour le développement local ont besoin des femmes et des filles», Migration for developpement,
- [14] IOM UN MIGRATION, migrant-e information hubs in Costa Rica strengthened with the support of the Canada Fund for Local Initiatives, 4 février 2019,
- [15] IACHR, Inter-American Commission on Human Rights, Forced migration of nicaraguans to Costa Rica, p.13
- [16] K. ESTRADA TELLEZ, « Migrant Trafficking on the Nicaragua - Costa Rica Border », Condidencial,
- [17] OECD, Gérer les migrations internationales dans le contexte du COVID-19,
- [18] IACHR, Inter-American Commission on Human Rights, Forced migration ... p.73 op.cit.
- [19] UNHCR, « UNHCR Submission on Costa Rica.. » p2, op.cit.
- [20] MIGRATION FOR DEVELOPEMENT, La fondation Cenderos et la municipalité d'Upala,
- [21] CENDEROS, ¿Quiénes somos?,
- [22] Ibid
- [23] Ibid, p. 111
- [24] Ibid, pp.116-117
- [25] MIGRATION FOR DEVELOPEMENT, La fondation Cenderos ... op.cit.
- [26] OIM, Les centres de l'OIM pour les migrant-e-s au Costa Rica créent des possibilités d'intégration, 02 février 2020
- [27] K. ESTRADA TELLEZ, « Migrant Trafficking on the Nicaragua ...», op.cit.
- [28] K.JONES, « Human Smuggling Thrives Between Costa Rica and Nicaragua », Insight Crime, 15 janvier 2021
- [29] UNHCR, « UNHCR Submission on Costa Rica.. » p2, op.cit.
- [30] UNHCR, « La COVID-19 lleva a los refugiados nicaragüenses al hambre y la desesperación », 28 octobre 2020,
- [31] K. ESTRADA TELLEZ, « Migrant Trafficking on the Nicaragua ...», op.cit.
- [32] L.SCHLEIN, «UNHCR: COVID-19 Thrusting Nicaraguan Refugees into Hunger, Despair », VOANEWS, 30 août 2020
- [33] COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, Trente-neuvième session Genève, 5-23 novembre
- [34] M.J. MORA, Costa Rica's Covid-19 Response Scapegoats Nicaraguan migrants, Nacla, 14 juillet 2020,
- [35] AFD, «United Nations asks Costa Rica to expedite procedures for refugee requests », 5 décembre 2019,